

et qui maintenant fait face à des réductions des prestations d'assurance-chômage et des subventions au développement régional qui sont à peu près sa seule planche de salut. Et voici que le gouvernement se retire de l'assurance-chômage.

Demandez au jeune de Yorkton qui comptait sur de l'aide financière pour fréquenter l'université cet automne: quelle déception pour lui d'apprendre que le budget réduit les fonds alloués à l'enseignement postsecondaire.

C'est un budget où l'équité est également déficitaire. Où est la justice quand le gouvernement s'attend que les agriculteurs se débrouillent avec les taux d'intérêt élevés, alors qu'il sabre dans les fonds destinés à des programmes agricoles essentiels?

Pour la famille à revenu moyen, ce budget se traduit par un fardeau fiscal additionnel de 700\$, ce qui fait que ses impôts auront augmenté de presque 2 000\$ depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. La réduction des dépenses dans les secteurs de la santé et de l'éducation vont toucher durement chaque localité et chaque famille au Canada. Beaucoup de nos concitoyens vont souffrir des compressions budgétaires dans le domaine du développement régional. Ce qui est particulièrement déplorable, c'est que les villes et les villages les moins en mesure de s'accommoder des réductions des Conservateurs seront les plus durement frappés.

Le budget réduit les fonds alloués aux hôpitaux, aux collèges et aux universités au moment même où le besoin pressant de fonds additionnels est devenu très évident pour tous les Canadiens. Déjà mis à rude épreuve, notre régime de soins médicaux va être affaibli davantage alors que le public a commencé à perdre confiance. Après des années de financement sans cesse décroissant, les collèges et les universités font maintenant face au défi presque insurmontable de maintenir leurs normes d'excellence. A cause du budget, ces maisons d'enseignement vont éprouver beaucoup de difficulté à raffermir leur crédibilité académique déjà mise en doute. Qui pis est, les étudiants et d'autres qui aimeraient étudier vont se rendre compte qu'il est de plus en plus difficile de s'instruire.

Chaque année depuis que le gouvernement du premier ministre a pris le pouvoir en 1984, le ministre des Finances n'a pas manqué une seule occasion de dire dans ses exposés budgétaires que le déficit était la source de tous nos maux et, à maintes reprises, il a promis de s'y attaquer. Toutes ces années, le gouvernement n'a jamais fait ce qu'il avait dit qu'il ferait.

• (1800)

Nous apprenons dans ce budget que le déficit augmente pour la deuxième année de suite en dépit de six années consécutives de grande croissance économique. Ces gens-là ne savent manifestement pas ce qu'ils font. Ce budget est plein de faux-fuyants. Les hypothèses économiques sur lesquelles il repose ne sont tout simplement

pas crédibles. Encore une fois, le ministre des Finances trafique les livres. Rien ne garantit que l'on arrivera à limiter le déficit à 31 milliards de dollars. En fait, il y a tout lieu de croire qu'il sera plus élevé que cela.

L'optimisme du ministre des Finances n'est pas partagé par tout le monde. Il prévoit que le taux de croissance de l'économie sera l'an prochain de 3 p. 100, ce qui est beaucoup plus élevé que toutes les autres prévisions. Pire, il prédit que les taux d'intérêt se situeront en moyenne à 12 p. 100, alors qu'ils dépassent déjà 12,5 p. 100.

L'an prochain, le ministre s'attend que l'économie ralentisse considérablement, la croissance devant diminuer de presque la moitié. Nul doute qu'il faille s'y attendre depuis le temps que le gouvernement gère aussi mal l'économie. Le gouvernement ne peut pas à la fois réduire ses dépenses, augmenter les impôts et hausser les taux d'intérêt tout en espérant que d'une certaine manière la croissance économique se maintiendra. Le budget d'aujourd'hui—ou devrais-je dire le budget d'hier—montre clairement qui seront les victimes. Depuis quatre ans, l'impôt sur le revenu des particuliers augmente davantage que l'impôt sur le revenu des sociétés. Et avec le budget d'aujourd'hui, les Canadiens paieront encore plus d'impôts. Les quatre dernières années, les Canadiens à faible et à moyen revenu ont vu leurs impôts grimper en flèche tandis que les mieux nantis ont subi des hausses beaucoup plus modérées.

Les taux d'intérêt ont tellement augmenté que les petites entreprises sont en péril, de nombreuses familles ont peur de perdre leur maison ou désespèrent de ne jamais pouvoir s'en payer une. Les compressions budgétaires qui ont été annoncées aujourd'hui et les changements fondamentaux prévus à nos programmes sociaux ne feront qu'aggraver la situation de nombreux Canadiens à faible revenu.

La réduction du déficit semble avoir un effet enivrant sur le ministre des Finances, mais ce sont les Canadiens qui se réveilleront avec la gueule de bois. Pendant quatre ans, le gouvernement n'a jamais cessé de répéter qu'il allait respecter son engagement et réduire le déficit. Aujourd'hui, les Canadiens ont appris ce que cet engagement va leur coûter en hausse d'impôts et en réduction de programmes gouvernementaux. Mais a-t-on vu une réduction du déficit? Le déficit continue d'augmenter même pendant que les Canadiens paient pour le réduire. La réduction réelle du déficit, nous dit-on, apparaîtra plus tard, et pourtant la facture nous est présentée aujourd'hui. Il est évident que le ministre des Finances n'a plus le temps de se resaisir.

Le Canada a été métamorphosé, et il faut maintenant nous demander si nous approuvons cette métamorphose. Le gouvernement desserre intentionnellement les liens qui rattachent les Canadiens les uns aux autres. Ce qui était auparavant une société généreuse, administrée